

Questions orales

[Traduction]

M. Broadbent: C'est le ministre qui suscite des inquiétudes.

LE NIVEAU DES PRESTATIONS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'adresserai ma question supplémentaire au premier ministre qui doit visiter l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick au cours des prochains jours. Va-t-il dissiper les inquiétudes des Canadiens de ces provinces en leur assurant au moins que le niveau des prestations d'assurance-chômage ne sera pas réduit? Peut-il leur donner cette assurance sans réserve? Cela apaiserait les craintes des citoyens de cette région.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, cette question paraît à peu près semblable à la précédente. Comme je n'ai pas reçu d'exemplaire de ce rapport et que je ne suis pas au courant des renseignements que le député a cités avec tant d'assurance, je peux seulement attirer son attention sur la déclaration catégorique que le ministre des Finances a faite en avril en disant: «J'insiste sur le fait que nous n'entreprendons pas cette étude dans le but de réduire les contributions fédérales aux chômeurs.» Cela me paraît suffisamment clair. Le député étant une personne raisonnable, sans doute voudra-t-il attendre le rapport de la Commission royale d'enquête avant d'entamer un débat ou un dialogue sur des éléments qu'il dit contenus dans ce rapport.

LA PRÉTENDUE INFORMATION D'UN COMITÉ DU CABINET

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre à qui j'aimerais donner l'occasion de dire la vérité à la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Assis!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je suis persuadé qu'aucun député n'ignore que, dans cette Chambre, on est censé dire la vérité. Les remarques tendant à faire croire qu'il n'en est rien ne sont pas des plus utiles. Je demande à la députée de poser sa question.

Mme Copps: Le premier ministre n'a pas répondu à la question du député de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe. Il disait hier: «... notre intervention s'est limitée à ce qu'a annoncé le ministre des Finances dans son exposé budgétaire...». Le premier ministre nie-t-il que le comité du Cabinet des priorités et de la planification a été informé de cette question, la somme et la substance du rapport Forget, alors qu'il présidait la réunion à Terre-Neuve?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, on va répéter encore ce qu'on a dit tantôt: J'ai dit tantôt que je ne pouvais ni recevoir ni donner de breffage sur un contenu que je n'avais pas. J'ai dit hier

et je répète aujourd'hui que je n'ai aucune copie du rapport Forget puisqu'il n'existera que le 30 novembre. Que vous ayez copies de rapports minoritaires... je ne les ai pas non plus.

Alors, monsieur le Président, je ne peux pas donner de breffage sur quelque chose qui n'existe pas.

• (1430)

[Traduction]

LA PRÉPARATION D'UNE RÉPONSE AU RAPPORT

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je voudrais adresser ma question supplémentaire au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministre nie-t-il que M. Ken Wyman, sous-ministre adjoint de son ministère, a été nommé président d'un comité qui prépare actuellement une réponse à la Commission Forget, réponse qui résulte des renseignements reçus par le ministre, d'autres membres du Cabinet et des fonctionnaires de son ministère?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, c'est de la pure spéculation.

[Traduction]

LES SOMMES VERSÉES DANS LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question fait suite à la question posée au premier ministre par mon chef. Le premier ministre se rend cette semaine dans les provinces de l'Atlantique. Confirmera-t-il aux habitants de cette région que le gouvernement ne réduira pas les sommes qui leur sont versées à la suite de l'enquête de la Commission Forget?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, est-ce qu'on va réduire quoi que ce soit concernant le rapport Forget? On va attendre le rapport Forget, on va voir ce qu'il propose concernant son mandat. C'est une commission qui a le mandat d'évaluer un système d'assurance-chômage. Notre gouvernement a eu le courage d'y faire face. On a toujours refusé de ce côté de lever quelque enquête ou quelque commission que ce soit sur l'assurance-chômage. Ce gouvernement-ci l'a fait. Nous allons recevoir des recommandations et par la suite, on verra ce qu'on va faire, comment on va en disposer. Mais encore faut-il d'abord les recevoir.

[Traduction]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE DONNER UNE GARANTIE

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, quelles que soient les recommandations finales, le gouvernement est-il prêt à promettre aux provinces de l'Atlantique...

Des voix: Oh, oh!